

Journal de Libye

Géopolitique et stratégie

N° 33 du 03.08.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Libye" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

Hugo Chavez qualifie le CNT de "groupe terroriste".

Libye-France: L'imbroglio français .

1 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

1-1 Nick Carey : Lourdes pertes pour les rebelles libyens à Brega.

1-2 Les ratés d'une guerre française.

1-3 Ikram GHIOUA : Ce que cachent France 24 et Al Jazeera.

1-3 Les massacres cachés des avions de l'Otan.

2 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

2-1 Tony Busselen : Une vue de la situation en quatre questions.

2-2 Chems Eddine CHITOUR : Avenir sombre pour la Libye, la responsabilité de BHL « le tintin des démocrates »

Tiré à part

Hugo Chavez qualifie le CNT de "groupe terroriste".

Le président du Venezuela, Hugo Chavez, a dénié lundi toute légitimité au Conseil national de transition (CNT), organe de la rébellion libyenne, et à sa reconnaissance par les grandes puissances occidentales, et a renouvelé son soutien au colonel Mouammar Kadhafi.

"Non seulement nous ne reconnaissons pas, mais nous rejetons catégoriquement cette pantomime d'un Conseil national de transition et la mise en scène hypocrite de ces pays européens et des autres pays qui ont reconnu un groupe de terroristes (...) et leur apportent une légitimité", a déclaré M. Chavez au cours d'une cérémonie avec ses ministres diffusée à la radio et à la télévision vénézuéliennes.

Le comportement des pays qui reconnaissent le CNT comme représentant du peuple libyen et veulent que le colonel Kadhafi quitte le pouvoir "détruit les bases du droit international", a-t-il estimé.

"C'est très dangereux, on peut faire la même chose à d'autres présidents, demain cela peut être n'importe lequel d'entre nous", a commenté M. Chavez. "Cela ne peut pas être toléré".

M. Chavez a lu publiquement une lettre du colonel Kadhafi que lui a remise un membre du gouvernement libyen, Abdul Hafiz al-Zleitniun, secrétaire aux Finances et à la Planification, arrivé dimanche soir à Caracas et qui s'est entretenu lundi avec le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolas Maduro. Dans sa lettre, Mouammar Kadhafi remercie le président vénézuélien de son soutien.

M. Chavez a rendu hommage au dirigeant libyen. "Merci Mouammar, où que tu sois, en train de résister à une nouvelle agression impérialiste, que Dieu te protège, te donne santé et longue vie, à toi et au peuple libyen", a-t-il dit.

02/08/2011

<http://www.maghrebemergent.info/actualite/maghrebine/4414?tmpl=component&print=1>

Libye-France: L'imbroglie français .

La cacophonie qui s'installe au sein du trio Nicolas Sarkozy- Alain Juppé-Bernard Henry Levy laisse perplexe bon nombre d'observateurs quant à la gestion du conflit libyen. Des propos contradictoires distillés ici et là révèlent l'impuissance de la France à terminer cette guerre qui est tout sauf humanitaire. A l'instar de la très longue guerre d'Afghanistan, celle menée depuis plus de quatre mois en Libye prouve, une fois encore, que la puissance militaire n'est en rien la panacée. Et pourtant, les Américains ont fait étalage de leur haute technologie avec des avions d'espionnage électronique, des bombardiers (pendant une courte période), des avions ravitailleurs et des drones.

Quant aux aviateurs français et britanniques (80% des raids offensifs et des vols de reconnaissance) associés à leurs collègues belges, italiens et norvégiens, ils n'ont ménagé ni leur peine ni leurs missiles, sans pouvoir encore crier victoire.

Une remarque, en passant, le spectacle n'a pas mobilisé beaucoup d'acteurs. Seuls cinq Etats de l'Otan, sur les 28 membres de l'Alliance, se sont engagés dans la chasse au Kadhafi.

Et, parmi les 27 pays de l'Union européenne, les vrais guerriers se comptent sur les doigts d'une main. Ce qui autorise un diplomate français, agressif en diable, à qualifier de «bordel sans nom » l'ambiance qui règne à l'Otan et à Bruxelles.

TOURISME D'EMISSAIRES

Aujourd'hui, à entendre Nicolas Sarkozy, il est vraiment temps d'en finir avec cet ennemi dont les exploits, terroristes ou autres, avaient bénéficié voilà quelques années d'un pardon collectif. Américains, Français, Britanniques, Italiens et Allemands, notamment, renouaient aussitôt des relations politiques avec le riche Kadhafi et se disputaient dans la foulée ses faveurs commerciales et pétrolières.

Moralité, s'il n'y en a jamais eu dans l'art de la guerre, il faut trouver une porte de sortie, puisque bombes et missiles n'ont pas permis de contraindre le Guide libyen à jeter l'éponge.

Selon « Figaro » du 26 juin, Nicolas Sarkozy avait déjà accepté de recevoir longuement, deux semaines plus tôt, le colonel Saleh Bashir, «un très proche de Kadhafi», sans obtenir la moindre concession de son patron.

Lequel, histoire de jouer la montre, dépêchait alors d'autres émissaires en Europe et au Maghreb, chargés, selon les termes ironiques d'un diplomate français, de «le dire prêt à négocier gentiment et à autoriser des élections libres».

Puis, tandis que les raids se poursuivent, Gérard Longuet, le ministre de la Défense, rencontre des journalistes le 10 juillet, deux jours avant le débat à l'Assemblée sur cette guerre sans conclusion. Et, il leur délivre cette promesse, destinée en fait aux députés : « On arrête de bombarder dès que les Libyens parlent entre eux ».

Et d'ajouter, à la surprise générale, que Kadhafi pourra rester à Tripoli : «Il sera dans une autre pièce de son palais, avec un autre titre». Une déclaration plutôt abrupte, qu'un conseiller de L'Elysée prétend corriger un peu, le 12 juillet, mais sans démentir Longuet : « Pour un arrêt des hostilités, il faut le retrait du pouvoir de Kadhafi ».

En voilà une nouvelle

Et la fête continue. Une semaine plus tard, Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, devant des caméras de LCI, en rajoute, alors que Nicolas Sarkozy est toujours muet : «L'une des hypothèses envisagées, c'est qu'il (Kadhafi) séjourne en Libye à une condition : qu'il se mette à l'écart de la vie politique».

Il ne lui reste qu'à convaincre le gouvernement britannique d'accepter cette fin de guerre «à la française »

(formule d'un de ses collaborateurs). Ce que Alain Juppé tentera de faire, le 25 juillet, en se rendant à Londres.

Mais, depuis la mi-juillet, le philosophe Bernard-Henri Levy, le missi dominici de Nicolas Sarkozy, arpente la Libye insurgée et prépare sa rentrée parisienne. Le 17 juillet, à Goualich, très au sud de Tripoli, il se fait photographier la main posée sur l'épaule d'un combattant, et l'AFP filme ses commentaires.

RAID SUR L'ELYSEE

Le 20 juillet, BHL, débarque dans un salon de l'Elysée, entouré de chefs rebelles venus de Misrata, pour demander de nouvelles livraisons d'armes à Nicolas Sarkozy. Lequel l'invite à participer à l'entretien au côté du général Puga, son chef d'état-major particulier.

A la sortie du Château, des caméras filment les propos de BHL sur le trottoir élyséen. Mais c'est le lendemain que le philosophe va sortir ses griffes. Interrogé sur Radio France Internationale, il s'en prend vertement à Alain Juppé, qui vient d'admettre que Kadhafi pourrait continuer de vivre en Libye.

«Cette déclaration me semble étrange, dit-il. Elle me semble même contradictoires avec tout ce que lui-même (Alain Juppé) et les responsables français, à commencer par le président, disent depuis presque cinq mois.

C'est peut-être un lapsus, peut-être une maladresse ». Et, gentiment, il concède : « Tout le monde en fait » Avant d'enfoncer le clou : « C'est le contraire de la position française, quelque chose d'inacceptable pour le peuple libyen dans son ensemble (sic)».

De retour d'un voyage à Madrid, Alain Juppé se dit furieux, mais «préfère traiter par le mépris cette nouvelle mauvaise manière de Sarko et de son BHL», confie l'un de ses collaborateurs.

Pierre Sellal, secrétaire général du Quai d'Orsay, téléphone à ses homologues de l'Elysée pour «protester». Et Henri Ladsous, chef de cabinet d'Alain Juppé, demande des explications sur la visite des libyens.

Enfin, d'autres diplomates estiment que leur ministre ne devrait pas admettre qu'une vedette des médias « parle au nom de la France ». Et de l'Elysée ? Ce qui, semble-t-il, ne dérange pas trop Nicolas Sarkozy, qui, selon l'un de ses proches, « estime qu'il ne faudrait pas que Juppé se croie trop important. »

Le Conseil national de transition (CNT) libyen qui vient de nommer son représentant en France, Mansour Saif Al-Nasr (le ministère des affaires étrangères s'est refusé à tout commentaire sur cette prise de fonctions), devra manier avec circonspection les circonlocutions politico-diplomatiques françaises.

Robert Kongo

03/08/2011

<http://www.afriquejet.com/france-libye-2011080319779.html>

1 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

1-1 Nick Carey : Lourdes pertes pour les rebelles libyens à Brega.

Les combats pour le contrôle du port pétrolier de Brega, en Libye, ont fait 18 morts et jusqu'à 150 blessés dans les rangs des insurgés, a-t-on appris mercredi de source médicale.

Des affrontements à l'arme lourde ont également été signalés à Misrata, bastion des insurgés dans l'Ouest.

"*La journée d'hier (mardi-NDLR) a été un désastre*", a déclaré le Dr Sarahat Atta-Alah à l'hôpital d'Ajdabiah, ville voisine sous le contrôle des forces insurgées.

Les rebelles libyens ont annoncé avoir encerclé Brega, qu'ils doivent prendre s'ils veulent poursuivre leur progression vers la capitale, Tripoli. Mais ils sont toujours sous le feu des forces fidèles à Mouammar Kadhafi.

Un lieutenant des forces rebelles disant s'appeler Ihab a précisé mercredi que les insurgés se trouvaient à la périphérie de Brega, dans une distance comprise entre 5 et 10 km.

Le secteur, a-t-il dit, est miné et les forces loyales à Kadhafi ont creusé des tranchées qu'elles ont remplies de carburant prêt à être enflammé pour stopper une avancée des rebelles.

Brega marque la frontière orientale du territoire toujours contrôlé par les forces du dirigeant libyen depuis le début des hostilités en février. La localité, qui contrôle l'accès au réseau pétrolier de l'Est, a changé plusieurs fois de camp au gré des affrontements.

"*Hier (mardi-NDLR), nous avons vu Brega. Nous étions vraiment très proches mais nous avons rebroussé chemin lorsqu'ils ont commencé à nous bombarder*", a dit un soldat insurgé du nom d'Izzeldine.

Les médecins de l'hôpital d'Adjabiah s'attendaient à de nouveaux combats dans la journée de mercredi.

A Misrata, fief des insurgés dans l'Ouest libyen, une équipe de Reuters a fait état de combats à l'arme lourde.

Des rebelles ont affirmé avoir pris deux véhicules lance-missiles aux forces régulières.

Encore plus à l'ouest, près de la frontière tunisienne, des habitants tunisiens rapportent que des roquettes Grad tirées par les forces régulières se sont abattues en territoire tunisien, près du poste-frontière de Dehiba.

Avec Nick Carey à Misrata; Henri-Pierre André pour le service français, édité par Gilles Trequesser

1-2 Les ratés d'une guerre française.

Cela devait durer quelques jours, quelques semaines tout au plus. "*Sûrement pas des mois*", disait Alain Juppé.

Les services de renseignements français assuraient que, dès les premières frappes, des milliers de soldats de Kadhafi feraient défection. Ils prédisaient aussi que les rebelles avanceraient rapidement jusqu'à Syrte, la ville natale du Guide, et que tout cela contraindrait Kadhafi à partir très vite. Mais rien ne s'est passé comme prévu.

De surprises en déconvenues

Quatre mois et des milliers de frappes plus tard, Kadhafi est toujours là. Certes, Benghazi, la capitale des rebelles, est sous protection. Mais la guerre voulue par Nicolas Sarkozy s'enlise. Cette opération devait restaurer le prestige de sa politique étrangère, ternie par les frasques de « MAM » et son accueil glacial du « printemps arabe ». Mais, malgré ses Rafale, malgré l'Otan dont elle a réintégré le commandement en fanfare, la France apparaît impuissante face au dictateur d'un pays mal armé et dix fois moins peuplé. Cette guerre devait être un passeport pour la gloire. On se contenterait aujourd'hui d'un sauf-conduit pour en sortir.

Que s'est-il passé ? A quelques jours du premier vote parlementaire sur cette guerre, plusieurs responsables français - officiers supérieurs, diplomates et hommes politiques - racontent l'histoire secrète de cette opération : les bévues des services de renseignements, les déchirements au sein de l'Alliance atlantique. Et le jeu ambigu des Etats-Unis...

L'état-major demande à l'Élysée de changer de cible...

La guerre commence par un coup d'éclat, non planifié, des forces aériennes françaises. « *Le premier jour, samedi 19 mars, nos pilotes devaient seulement préparer le terrain, dit un haut responsable. Leur mission était de détruire des batteries anti-aériennes libyennes. Mais, le matin, les forces de Kadhafi ont avancé beaucoup plus vite que prévu vers Benghazi. Si nous ne faisons rien, la deuxième ville libyenne allait être massacrée.* » En catastrophe, l'état-major demande à l'Élysée l'autorisation de changer de cible et de viser les blindés plutôt que les défenses anti-aériennes. Malgré les risques pour les Rafale, qui se feront repérer par les radars ennemis, Nicolas Sarkozy donne son feu vert. « *Les pilotes sont partis de la base de Saint-Dizier comme ça, au pif, avec une nouvelle mission : trouver les chars et les détruire, en évitant de se faire abattre... Par chance, ils revenaient d'Afghanistan, ils étaient très entraînés.* » Ils repèrent la colonne de blindés, la « tapent » et sauvent Benghazi.

Une déroute pour les services de renseignements

Une victoire éclatante pour l'aviation française. Mais une déroute pour les services de renseignements. « *Nous nous sommes rendu compte que leurs informations étaient de mauvaise qualité, dit un haut responsable. Ils s'étaient procuré un rapport de l'armée algérienne qui venait de faire des manoeuvres avec les Libyens. Il y était écrit que les chars de Kadhafi étaient tous rouillés et ne pourraient pas être mis en état de marche en moins de deux mois. Pourtant, ces blindés ont attaqué Benghazi !* »

Un officier ajoute : « *Plusieurs semaines avant les frappes, nous avons déployé sur zone des moyens de renseignement importants : trois satellites espions passent chaque jour au-dessus de la Libye, un sous-marin au large de Tripoli intercepte des communications. Des forces spéciales ont été dépêchées et, plus tard, la DGSE a ouvert une antenne à Benghazi. Mais nous avons raté l'essentiel : nous avons sous-estimé Kadhafi, qui se préparait depuis quarante et un ans à une invasion. Nous n'avons pas imaginé qu'il s'adapterait aussi vite.* »

Personne ne prévoit, par exemple, que, pour transporter ses troupes et ses batteries de missiles, le Guide va aller acheter des centaines de pick-up Toyota au Niger et au Mali. C'est un coup de génie : ces camions sont identiques à ceux utilisés par les rebelles. L'Otan est paralysée. Elle retarde ses frappes. Avant de bombarder ces véhicules, les pilotes doivent avoir la certitude qu'ils sont bien ceux des forces de Kadhafi. « *Nous avons demandé aux rebelles de mettre un signal particulier sur le toit de leurs pick-up, dit un militaire, mais nous n'étions jamais sûrs. Ils sont tellement désorganisés...* »

Des rebelles totalement incompetents

Personne n'a prévu, non plus, le degré d'impréparation militaire de l'opposition. Pour le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, les rebelles sont « *pathétiques* ». Non seulement ils sont totalement incompetents, mais, pendant plusieurs semaines, ils sèment la panique dans les grandes capitales. « *Au moindre bruit suspect, raconte un officiel français, moqueur, ils appelaient BHL, l'Elysée ou Downing Street. Ils juraient que des centaines de chars se précipitaient vers eux, que l'Otan devait agir sur-le-champ. On envoyait en catastrophe des avions de reconnaissance et des bombardiers, mais la plupart du temps c'étaient de fausses alertes.* » Au bout d'un mois et demi, la coalition, excédée, décide de dépêcher des officiers de liaison sur place, à Benghazi. Leur rôle : « *Trier les informations des rebelles et ne transmettre que les plus plausibles au QG de l'Otan, à Naples.* »

La volte-face des Anglais

Autre terrible déconvenue : la volte-face des Anglais sur le commandement de l'opération. La veille des premières frappes, l'Elysée croit encore que la guerre en Libye sera conduite par Paris et Londres, et non par l'Otan.

Sarkozy et Cameron ont évoqué plusieurs fois ce commandement conjoint, conçu comme un prolongement naturel de l'accord militaire franco-britannique signé en novembre. En secret, les chefs se sont mis d'accord sur la répartition des tâches : la guerre sera gérée de Montverdu, près de Lyon, où la France dispose d'un QG d'opérations aériennes flambant neuf ; et de Northwood, dans la banlieue de Londres, siège d'un QG stratégique performant. Tout est donc en place pour une grande première militaire européenne c'est du moins ce que l'on croit à Paris...

Vendredi 18 mars, au lendemain du vote de la résolution autorisant les frappes, c'est la douche froide. Le patron des forces aériennes françaises, le général Hendel, se rend à Northwood pour prendre le commandement en second de l'opération qui doit commencer le lendemain. Il s'attend à être accueilli en grande pompe. Mais, humiliation, on le fait attendre plusieurs heures avant de lui dire la vérité : les officiers britanniques qu'il devait commander sont partis la veille. Où ? A Ramstein, QG des forces américaines en Europe. Et le général anglais qui devait s'installer à Montverdu ne viendra pas. Bref, Londres a renoncé à son duo avec Paris et se tourne vers l'Otan. Perfide Albion...

Nicolas Sarkozy se méfie de Berlin

Si certains militaires français, qui redoutaient d'être dépassés par la tâche, poussent un « ouf » de soulagement, d'autres sont furieux, les aviateurs surtout. Patron de l'armée de l'air, le général Paloméros déplore que l'opération n'ait pu être menée « *en franco-britannique* ». Pendant plusieurs jours, la diplomatie française tente de sauver la face. Elle fait le forcing pour qu'au moins l'embargo maritime de la Libye soit assuré par l'Union européenne et non par l'Otan. Mais la Turquie et l'Allemagne refusent : l'Alliance se chargera de tout ou de rien. La France, qui a besoin d'alliés, est coincée et contrainte d'accepter. A une condition : Nicolas Sarkozy exige de mettre sur la touche les officiers turcs et allemands présents dans la structure de commandement de l'Otan, au motif qu'ils pourraient saboter cette guerre à laquelle Berlin et Ankara sont hostiles. Un détail ? Quand le chef suprême de l'Otan, un général américain, et son n° 2, un Britannique, sont en congé, c'est le n° 3, un Allemand, qui assure le commandement militaire de l'Alliance. Trop risqué pour Nicolas Sarkozy, qui se méfie de Berlin et obtient que, pendant toute la durée de la guerre contre Kadhafi, ce roulement soit discrètement suspendu...

Brutales, les bagarres au sein de l'Otan continueront pendant des semaines. A Bruxelles, des portes claquent, des noms d'oiseaux fusent. Premier sujet de discorde : les règles d'engagement de cette guerre. L'intervention est destinée à protéger la vie des civils. Il faut donc limiter au maximum les bavures. Jusqu'où ? « *Au début, nous appliquions les mêmes normes de prudence qu'en Afghanistan* », raconte un officier. Mais les moins va-t-en-guerre exigent qu'en Libye les règles soient « *trois fois plus strictes* », précise un militaire. « *Souvent nos pilotes repèrent une cible mouvante, demandent l'autorisation de frapper et l'Otan refuse.* » De ce fait, les « *dommages collatéraux* » seront peu nombreux. Mais l'opération est ralentie. Au fil des semaines, loin des réunions enflammées, le représentant français au QG des opérations, à Naples, obtiendra discrètement des dérogations pour ses pilotes...

"Des plans de frappes sans queue ni tête"

En fait, la machinerie de l'Otan - cet Otan que Sarkozy avait tellement tenu à réintégrer - exaspère les Français. « Cette bureaucratie sort des plans de frappes sans queue ni tête, dit un responsable français. Pour les officiers de l'Otan, il s'agit de faire exécuter un certain nombre de sorties aériennes. Il n'y a aucun objectif stratégique cohérent, seulement des cases à cocher. La guerre comme à la Sécu ! » Un autre officier est plus indulgent. « Le commandant de l'opération contre la Libye, le général canadien Bouchard, fait ce qu'il peut avec ce qu'il a. Très peu d'alliés de l'Otan ont accepté de participer à l'opération. C'est un grand échec des diplomates françaises et britanniques. Alors, c'est vrai, vu le manque d'avions à sa disposition, Bouchard est obligé de bricoler. »

Les Américains se retirent...

La pénurie est d'autant plus grande que, autre déconvenue magistrale, l'Amérique a retiré très tôt ses dizaines de chasseurs-bombardiers, en particulier les A10 « tueurs de chars » que l'US Air Force est la seule à posséder. « Obama avait prévenu Sarkozy dès le début que les Etats-Unis ne resteraient pas en première ligne, dit un responsable français. Le Congrès était très hostile à cette opération. Et le Pentagone ne voulait pas d'une nouvelle guerre de l'Amérique contre des Arabes. Mais on n'avait pas compris que ce retrait interviendrait au bout de dix jours. » Paris et Londres ont bien réussi à convaincre Washington d'envoyer des moyens de frappe plus discrets, des drones armés, et de laisser leurs avions antiradars. Mais pour le reste, c'était : « Débrouillez-vous ! » Français et Britanniques décident de pallier ce manque par leurs propres moyens. Début mai, quand l'enlisement devient évident, ils entreprennent d'envoyer des renforts : une vingtaine d'hélicoptères. C'est tout ce qu'ils peuvent fournir. Et encore faudra-t-il un mois pour que le porte-hélicoptères « Tonnerre », une des fétés de l'armée française, arrive sur zone. « Dire que, dans les hangars de l'Otan, il y a 150 hélicoptères américains que Washington refuse d'envoyer en Libye ! », relève un officier français.

... mais restent indispensables sur le terrain

« C'est l'une des grandes leçons de cette guerre à laquelle on ne s'attendait pas, dit un responsable français : Washington a vraiment commencé son repli stratégique. » Seulement voilà : sur le terrain, les Américains sont toujours indispensables. « Rien ne serait possible sans leur soutien. Ils nous tiennent par la barbichette. Ce sont toujours eux les patrons. » Certes, l'armée française fait bonne figure. Elle assure plus du tiers des frappes, certains jours près de la moitié. Ses avions sont les plus nombreux dans le ciel libyen - entre 15 et 20. Elle est la seule à disposer d'un porte-avions nucléaire. La technologie militaire made in France demeure l'une des meilleures. La guerre a permis de tester avec succès le dernier cri de ses productions : le Rafale 3, le missile modulaire AASM, l'hélicoptère Tigre...

Mais la supériorité américaine est écrasante : 33 des 41 avions ravitailleurs utilisés dans l'opération sont américains, la plupart des Awacs aussi, tous les drones également, comme 100% des missiles antiradars et des kits de guidage laser des bombes. Et ce n'est pas tout. « L'essentiel des moyens de commandement et de contrôle de l'Otan comme la gigantesque bande passante qui permet de transmettre toutes les données sont américains », dit le spécialiste François Heisbourg. « Quand les pilotes français arrivent au-dessus de la Libye, explique un officier, ce sont des avions américains dotés de radars spéciaux, des JStar, qui les guident jusqu'à leurs cibles. Les Américains ont des moyens de renseignement colossaux : des U2, des capteurs dont nous ne disposerons jamais, des dizaines de satellites... »

Les Américains dirigent les opérations en coulisse

Un chiffre résume tout : devant la délégation parlementaire sur le renseignement, le directeur du renseignement militaire, le général Didier Bolelli, a révélé que plus de 80% des cibles affectées aux pilotes français en Libye étaient désignées par les services américains ! Autrement dit, si Français et Britanniques réalisent la majorité des frappes, les Américains dirigent les opérations en coulisses « from behind », dit le grand magazine « New Yorker ». « Ils nous donnent juste ce qu'il faut pour que nous ne nous cassions pas la figure », assure un diplomate. Comment terminer cette guerre sans un coup de pouce de Washington ? Pour l'armée française, le temps presse. « En mer depuis huit mois, le «Charles-de-Gaulle» est à bout, dit un officier. Certaines réparations ne peuvent pas être faites à bord. Le nombre de sorties du porte-avions chute. » Le « Charles-de-Gaulle » devait rentrer le 30 juin, mais les marins devront attendre. Pour le remplacer, on cherche des bases aériennes proches du théâtre des opérations. On voudrait aussi envoyer un drone français au-dessus du ciel libyen. Mais les négociations avec les pays qui pourraient accueillir ces aéronefs traînent.

L'Elysée décide de livrer du matériel aux rebelles

Alors on compte surtout sur l'avancée des rebelles. Ils doivent faire vite. Les chaleurs torrides et le ramadan arrivent, peu propices à de grandes offensives. Il faut régler le problème avant août. Comment ? L'Elysée a décidé d'interpréter à sa façon les résolutions de l'ONU sur la Libye. Certaines capitales, dont Londres, estiment qu'elles interdisent de fournir des armes aux rebelles. Pas Paris. « Le Figaro » vient de révéler que, début juin, la France a parachuté 40 tonnes de matériel militaire aux forces rebelles. Selon d'autres sources, elle enverrait aussi des armes par voie terrestre via des pays frontaliers. L'Elysée pense qu'une progression des rebelles jusqu'à quelques kilomètres de Tripoli devrait susciter une révolte à l'intérieur de la capitale libyenne. Et Kadhafi serait contraint de partir. Si, pour une fois, tout se passait comme prévu...

<http://globe.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/07/17/libye.html>

7 juillet 2011

1-3 Ikram GHIOUA : Ce que cachent France 24 et Al Jazeera.

La Jamahiriya était devenue une nation en pleine formation et nos deux amis, Abdelmalek et Ismaïl, étaient loin d'imaginer le un dixième de ce qui se passe aujourd'hui sur la terre de Omar El Mokhtar.

Si la planète était réellement gérée dans le respect intégral des droits humains, à l'écart des énormes intérêts économiques, ce témoignage parmi des milliers aurait provoqué l'effroi dans les consciences. Sachant que les Occidentaux visent le renversement du régime libyen aidés en cela par une rébellion qui, à leur sens «est composée de bandes criminelles retournées par les services américains et britanniques», C'est en toute logique que ces deux jeunes entament une mission chez les voisins. Des voisins qui ne se sont pas laissés embarquer dans l'immense cyclone menaçant l'ensemble de la région. Au-delà de la tête d'El Gueddafi que certains dirigeants occidentaux et arabes veulent faire tomber, les desseins de la coalition concernent la géographie politique et économique de l'ensemble des pays qui possèdent des frontières avec le Sahel. La reconnaissance instantanée du groupe de Benghazi par la France et l'alignement logistique du Qatar et des Emirats arabes unis sur le même objectif militaire sont réellement disproportionnés au regard du réquisitoire fait contre El Gueddafi. Vue de l'intérieur, la situation ne ressemble pas à celle que l'on montre à Al Jazeera. Elle reflète l'hégémonie occidentale et la félonie de certaines élites disposées mentalement à verser dans le mercenariat et la haute trahison. Nos deux amis libyens ne doutent plus des intentions des agresseurs. Ils les condamnent. Porteurs d'une parole que l'on voudrait confisquer, ils crient à l'unisson «Allah ou Mouamar ou Libya ou bass», Dieu, Mouamar El Gueddafi, la Libye et rien d'autre. Alors, et si El Gueddafi n'était pas uniquement une personne, un chef ou un leader, mais une pensée qui a fait son chemin? La question reste posée.

Ikram GHIOUA

<http://www.lexpressiondz.com/index.php?news=136401>

1-4 Les massacres cachés des avions de l'Otan.

TÉMOIGNAGES POIGNANTS DE DEUX JEUNES LIBYENS À L'EXPRESSION

C'est sous un déluge de bombes que le citoyen libyen accueille chaque nuit, la peur au ventre, dans l'attente d'une fatale explosion.

Ils ont respectivement 28 et 30 ans. Ils s'appellent Abdelmalek Al Aqari et Ismaïl Al Gharyane. L'un est médecin et l'autre ingénieur en télécommunications. Ces deux jeunes Libyens, qui ont échappé à l'enfer des bombardements de l'Otan, nous ont fait part de leurs témoignages poignants sur les atrocités et le déluge de feu que crachent les avions des coalisés quotidiennement, jour et nuit sur leurs têtes. Abdelmalek et Ismaïl suffoquent. Choqués à jamais par les spectacles atroces, ils ne trouvent pas les mots pour exprimer leur douleur en voyant cet acharnement meurtrier contre la population civile. «On est fatigués, lessivés et surtout inquiets. On n'oubliera jamais ces images d'enfants carbonisés, ces femmes massacrées et ces vieillards brandissant des rameaux d'oliviers, partis en direction de Benghazi dans le but de mener une mission de réconciliation et de paix. Ils furent bombardés par l'Otan», témoignent-ils avec un courage admirable et réprimant leurs larmes. Des images pleines d'horreur que l'Occident cherche à dissimuler ou à brouiller par une terrible campagne d'intox assumée avec un zèle extrême par Al Jazeera en ce qui concerne le Monde arabe. Face à une telle situation, Abdelmalek s'est tout de suite rendu compte de l'urgence d'une réaction populaire libyenne afin de rétablir les vérités occultées par la manipulation.

«L'Otan ne cible pas uniquement des positions militaires, mais civiles aussi, vous appelez ça une protection de la population?», racontent les deux jeunes Libyens. «C'est horrible ce qui se passe et on cherche à nous faire accepter les boniments racontés par la propagande et cette histoire créée de toutes pièces qui veut faire croire au monde que le CNT et son aile armée luttent pour une Libye plus démocratique», ajoutent-ils avant de s'interroger sur cette «démocratie qui se construit sur un génocide, qui détruit des écoles, des aéroports, des hôpitaux et les réserves alimentaires? Franchement on n'en veut pas». L'intervention étrangère fut, à leurs yeux, un prétexte pour bloquer l'aboutissement à une solution. Ce qui n'était qu'un incident au départ survenu pour quelques revendications, s'est transformé subitement en un cauchemar en trois dimensions pour les Libyens. «Désormais, c'est sous un déluge de bombes que le citoyen libyen accueille chaque nuit, la peur au ventre, dans l'attente d'une fatale explosion».

On cherche les victimes après le déluge

Ils racontent non sans douleur comment «le matin, on cherche à savoir combien d'innocents ont disparu et combien il y a de blessés. Parmi les corps sans vie, une mère, une épouse une soeur cherchent les siens. Parfois, elles sont soulagées, mais souvent, c'est un enfant, un époux ou un frère qui disparaissent à jamais». Les visages marqués par une rude épreuve à laquelle ils ne s'attendaient pas, les traits tirés qui expriment une grande tristesse caractérisent nos témoins. Nos deux interlocuteurs reviennent longuement sur les débuts des événements pour rappeler qu'en 1996, de graves violences sont survenues à l'intérieur d'une prison à Benghazi entre la police et les détenus. Ce qui a occasionné la mort de 1500 prisonniers. Ces deux jeunes comme des milliers d'autres en Libye espéraient un avenir radieux après des études brillantes dans des universités londoniennes. Ils rêvaient d'une belle carrière dans n'importe quel pays arabe, particulièrement en Libye où les cadres universitaires étaient considérés il y a peu de temps, comme une catégorie privilégiée. C'était le rêve de ces deux jeunes, comme tant d'autres Libyens écrasés par les bombardements de l'Otan. En effet, Abdelmalek Al Aqari et Ismaïl Al Gharyane voient filer leur espoir depuis que leur pays a été plongé dans l'enfer de la guerre. Il y a six mois seulement, ces deux Libyens, rencontrés récemment à Constantine, menaient une vie paisible et sans problèmes majeurs. Ils se permettaient le luxe de rêver. Et pourquoi pas lorsqu'on sait qu'avant le chaos annoncé par l'Otan et ses satellites, la Jamahiriya était l'un des rares pays arabes qui pouvaient s'enorgueillir d'avoir répondu intelligemment à la question de la répartition des richesses. Un jeune Libyen sur deux avait la chance

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Tony Busselen : Une vue de la situation en quatre questions.

1. Mouammar Kadhafi aurait-il déjà perdu la guerre ?

Hillary Clinton vient de déclarer : « *Pour Kadhafi, c'est 'game over'*. »

Or ce qui m'a le plus frappé, c'est la contradiction entre ce que j'ai vu d'un côté et de l'autre la suggestion dans la presse occidentale que Tripoli serait une ville assiégée et Kadhafi, « *un homme fini* ».

Tripoli, la capitale de la Libye compte 1,6 million d'habitants pour un pays de 6,5 million. Partout où nous passons en voiture ou à pied, j'ai constaté que la ville était calme et pleine de monde.

Aucun signe d'activité militaire majeure, ni d'opposition au gouvernement.

Le journal français Le Nouvel Observateur, du 7 juillet titre « Libye : Les ratés d'une guerre *française* ». Il continue : « *Cela devait durer quelques jours, quelques semaines tout au plus. "Sûrement pas des mois", disait Alain Juppé [ministre français des Affaires étrangères]. Les services de renseignements français assuraient que, dès les premières frappes, des milliers de soldats de Kadhafi feraient défection. ... Mais rien ne s'est passé comme prévu.* »

En effet, après 5 mois de guerre contre l'Otan, le gouvernement libyen a entamé une mobilisation populaire impressionnante. Depuis le 1 juillet il y a après les prières de chaque vendredi des manifestations monstres avec chaque fois des centaines de milliers de Libyens.

D'abord à Tripoli, le 1 juillet. Ensuite, le 8 juillet nous avons vu les images de centaines de milliers de Libyens qui portaient un long drapeau - d'une longueur de 6 km, selon la télévision libyenne - à Sabha (au sud du pays, à 912 km de distance de Tripoli).

En même temps nous avons vu une grande masse manifester à Tripoli même.

Le Nouvel Observateur a raison de dire : « Quatre mois et des milliers de frappes plus tard, Kadhafi *est toujours là. ... la guerre voulue par Nicolas Sarkozy s'enlise. ... Cette guerre devait être un passeport pour la gloire. On se contenterait aujourd'hui d'un sauf-conduit pour en sortir* ».

La Norvège, suivie de l'Italie ont déjà annoncé qu'elles se retireront des opérations militaires de l'OTAN.[1]

L'Agence France-Presse rapporte même une déclaration de Gérard Longuet, ministre français de la Défense, qui reconnaissait dimanche 10 juillet, la défaite des bombardement de l'OTAN :

« *On s'arrête de bombarder dès que les Libyens parlent entre eux et que les militaires de tous bords rentrent dans leur caserne* ».

Et si le colonel Kadhafi n'est pas parti ?

« *Il sera dans une autre pièce de son palais avec un autre titre* », a répondu M. Longuet.

2. Négociateur sur base de quelle proposition ?

Il existe plusieurs plans de paix et propositions de négociations pour arriver à une sortie pacifique de la guerre.

Dans un entretien avec notre délégation, Souleiman Sassi Chhoumi, coordinateur de la commission des Affaires étrangères au Congrès populaire générale (le parlement Libyen), a insisté sur le fait que pour le gouvernement libyen, les propositions de l'Union Africaine peuvent former la base de négociations. Ces propositions ont été citées plusieurs fois dans les médias d'une façon fragmentaire. Lors de cet entretien, nous avons eu une vue sur le contenu somme toute équilibré de ces propositions. Le plan de l'UA consiste en 5 points :

- 1 Un cessez-le feu immédiat,
- 2 La formation d'une commission de contrôle neutre du cessez-le-feu
- 3 La création d'une commission conjointe entre les rebelles et le gouvernement avec l'agenda de formation d'un gouvernement transitoire pour une période limitée, ainsi que la création d'un parlement de transition.
- 4 Ce parlement formera une commission constitutionnelle qui élaborera une proposition de constitution
- 5 Cette proposition de constitution sera alors soumise par referendum au peuple libyen en présence d'observateurs internationaux.

Il est possible que ce plan aboutisse à un changement fondamental du système politique actuel de la Libye dans lequel 600 congrès populaires forment la base de ce que les autorités libyennes appellent la **Jamahiriya** ou « *la démocratie directe des masses* ». Mais ce qui est exclu par tous nos interlocuteurs, aussi bien de la part des autorités que des simples gens, c'est l'exil de M. Kadhafi.

Pour tous nos interlocuteurs c'était évident que quoiqu'il arrive, M. Kadhafi continuera à vivre en Libye. Tout au long de la semaine que nous avons passé à Tripoli, nous avons constaté partout l'influence de M. Kadhafi. Même si certains se posent des questions sur ses idées, **tous voient dans la personne de M. Kadhafi le symbole de la nation libyenne et de sa résistance à l'agression de l'OTAN**. Il est donc certain que dans ce scénario, même sans aucune fonction publique, Kadhafi restera une autorité morale importante en Libye.

3. Que veulent les Etats-Unis ?

Si cette guerre a été voulue par Sarkozy, ce sont toujours les Etats-Unis qui dirigent l'Occident. **Le Nouvel Observateur** note : « *les Américains sont toujours indispensables. Rien ne serait possible sans leur soutien. Ils*

nous tiennent par la barbichette. Ce sont toujours eux les patrons.' ... Un chiffre résume tout : devant la délégation parlementaire sur le renseignement, le directeur du renseignement militaire français, le général Didier Bolelli, a révélé que plus de 80% des cibles affectées aux pilotes français en Libye étaient désignées par les services américains ! Autrement dit, si Français et Britanniques réalisent la majorité des frappes, les Américains dirigent les opérations en coulisses, 'from behind', dit le grand magazine 'New Yorker'. 'Ils nous donnent juste ce qu'il faut pour que nous ne nous cassions pas la figure', assure un diplomate. »

Il est clair que les Etats-Unis n'accepteront pas une défaite de l'OTAN et qu'ils visent la disparition de M. Kadhafi. Ce n'est pas un hasard si les bombardements visent pour une grande partie sa personne, sa famille et les familles des gens qui l'entourent.

Washington n'a pas apprécié les déclarations des ministres français et italiens sur la nécessité de négocier avec Tripoli. Trois jours après la déclaration du ministre français de la Défense, **G. Longuet, Hillary Clinton** a corrigé le tir :

« Bien que personne de nous peut prédire le jour précis que Kadhafi va quitter le pouvoir, nous sommes tous d'accord que ses jours sont comptés ».^[2]

Le jour même où un rapport de **Human Rights Watch** dénonce des crimes commis par les rebelles ^[3], le ministre belge des Affaires étrangères annonce que les gouvernements du Benelux ont décidé ensemble de reconnaître le **Conseil National de Transition** (CNT), l'organe dirigeant des rebelles à Benghazi comme le représentant légitime du peuple libyen.

The Washington Post explique que le gouvernement américain ferait bien de suivre cet exemple et de reconnaître à son tour le CNT comme le gouvernement légitime du peuple libyen. *« Ainsi la Maison Blanche pourrait libérer les dizaines de milliards de dollars de l'Etat libyen qui sont gelés pour le moment dans des banques aux Etats-Unis. »* ^[4]

Sur le site « European Voice » John Herbst, ancien ambassadeur et directeur du Centre pour les **Opérations complexes à l'Institut pour les Etudes Nationales Stratégique** de l'Université nationale de Défense à Washington, et un collègue de cet Institut, **Leo Michel**, expliquent **ce que les stratèges étasuniens attendent de l'Europe.**

Ils plaident pour l'envoi d'une brigade européenne d'intervention rapide en Libye. Ce serait *« une opération complexe et importante »*. Ils reconnaissent que l'Union Européenne est peu disposée à un engagement militaire. Sur un ton menaçant ils concluent: *« L'Europe sera la première à souffrir du chaos quand une Libye post-Kadhafi explosera en violence. »*^[5]

4. **Que pouvons nous faire ?**

Les peuples d'Europe sont confrontés à des plans pour installer la pauvreté en Grèce, Portugal, Irlande et l'Italie. D'autres pays, comme la Belgique, risquent de suivre demain. A la recherche de profits pour leurs multinationales, les gouvernements européens se lancent dans des aventures de recolonisation d'un pays riche en pétrole.

Indépendamment de l'appréciation que l'on peut avoir du gouvernement de Tripoli, ce qui est en jeu c'est la solidarité avec le peuple libyen ainsi que le refus des aventures militaristes folles dont on ne peut que s'inquiéter.

Que demain la Libye soit dirigée ou non par M. Kadhafi, c'est aux Libyens d'en décider.

Nous avons eu, à Tripoli, plusieurs entretiens avec des émigrés Africains. L'un d'eux, Gilbert, un Camerounais me disait :

« Le peuple Libyen est un petit peuple de marchands et de bédouins qui ont la chance d'avoir les revenus du pétrole. Le travail dans cette société c'est fait par nous, les immigrés étrangers. Mais nous sommes très contents ici. Une bonne partie des revenus du pétrole sont investis dans le développement. Nous avons ici des avantages dont on ne peut pas rêver chez nous. L'électricité et l'eau gratuite. Ma femme vient d'accoucher, je n'ai rien du payer et c'était un hôpital bien équipé. »

De son côté, une Nigériane m'a dit :

« Si ici c'est mauvais et c'est la dictature, c'est quoi alors chez nous ? Nous ne comprenons pas les occidentaux, qu'est-ce qu'ils veulent pour l'Afrique ? » « Kadhafi, il a mis les bases militaires des Américains et des Britanniques dehors, il a nationalisé le pétrole, il a osé dire la vérité sur l'ONU qui n'est qu'un instrument des grandes puissances contre nous, les peuples du tiers monde. Toute l'Afrique appuie tout ça ».

En effet, partout à Tripoli nous avons pu voir les posters de Kadhafi avec une chemise sur laquelle sont imprimés les photos de grands dirigeants Africains de la lutte anti-coloniale, tel que Lumumba, Nkrumah, Ben Bella et d'autres.

Dans sa résistance contre l'OTAN, le peuple libyen lutte aussi pour nous. Ils s'opposent à une politique agressive anti-populaire et pour la paix. Il a droit à notre solidarité démocratique. C'est ainsi que nous appelons tous nos lecteurs à participer à la campagne d'intal contre la guerre.

[1] « Libye : Sarkozy au bord de la crise des nerfs » dans Le Post du 12 juillet.

[2] « Hillary Clinton says Gaddafi's days numbered », Xinhua, 14 juillet.

[3] « Rebellen plunderen in Westen van Libë. Human Rights Watch laakt mensenrechtenschendingen door opstandelingen », De Standaard 14 juli.

[4] « Preparing for a new Libya », The Washington Post, 14 juillet.

[5] « Why the EU should patrol Libya », European Voice, 14 juillet.

(*) Tony Busselen (Solidaire) a participé avec Michel Collon et Simon De Beer (collaborateurs de investig'Action, www.michelcollon.info), Ilse Grieten (www.intal.be) et Mohamed Hassan à une délégation qui a visité entre le 4 et le 10 juillet Tripoli sur invitation de l'Association Internationale des Avocats de la Méditerranée.

Tony Busselen

2-2 Chems Eddine CHITOUR : Avenir sombre pour la Libye, la responsabilité de BHL « le tintin des démocrates »

« On ne s'impose qu'en s'opposant »

Il est des feuilletons dont on connaît à l'avance l'issue, il en est d'autres qui nous tiennent en haleine. En l'occurrence, le feuilleton libyen a battu tous les records par son imprévisibilité. Voilà un potentat qu'on croyait facilement indéboulonnable après 41 ans de règne sans partage et qui fait contre toute attente de la résistance avec son fameux cri de résistance (*zenga zenga, dar dar*) ; (Rue par rue, maison par maison), qui arrive encore à mobiliser plus d'un million de personnes pour aller bouter les insurgés de Benghazi. Pour l'histoire, la résolution 1973 -votée avec la félonie de la Ligue arabe de Amr Moussa qui voulait être dans les bons papiers de l'Occident attendant un retour d'ascenseur pour une éventuelle succession du pharaon aux pieds d'argile qu'était Moubarek - était censée protéger les civils qui sont morts par centaines !!!

Comment a commencé la croisade avec BHL « le tintin chez les diplomates » ?

Christopher Caldwell, rédacteur en chef du Weekly Standard, n'est pas tendre avec Bernard-Henry Lévy qui s'avère être l'âme du complot contre la Libye. Nous l'écoutons : « Le philosophe BHL a beaucoup pesé pour que Paris s'engage contre Kadhafi. De grands principes et un opportunisme teinté d'amateurisme qui pourrait faire des dégâts. L'Occident espère désormais, que Lévy ne s'est pas trompé sur la Libye. C'est en effet grâce à lui - ou à cause de lui - que l'Otan est intervenue. Fin février, Lévy a pris un avion pour se rendre à la frontière entre l'Egypte et la Libye, où il est entré en contact avec le Conseil national de transition (CNT), un groupe d'insurgés de Benghazi. (...) Il a alors téléphoné à Nicolas Sarkozy (son ami depuis trente ans) pour l'engager à soutenir les rebelles par des frappes aériennes. Le philosophe a ensuite organisé à Paris une rencontre entre les rebelles et Nicolas Sarkozy, le 10 mars, et Hillary Clinton a rencontré leur dirigeant officiel, Mahmoud Jibril, quelques jours plus tard dans la capitale française. Le 17 mars, dix membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont voté la résolution 1973, et l'aviation française est entrée en action pour empêcher les chars de Kadhafi d'entrer dans Benghazi ». (1)

« Plus le temps passe, moins ces initiatives semblent judicieuses. (...) L'avenir de Sarkozy dépend désormais de cette question : est-ce Bernard-Henri Lévy ou bien BHL qui l'a poussé à agir ? Lancer un pays dans la guerre après avoir consulté un philosophe d'une haute autorité morale est une chose ; mais le faire sous la pression d'un ami très riche et très influent en est une autre. (...) Il est vrai que l'humanitarisme militarisé de Lévy, contrairement à celui de Bush, suppose l'obsolescence de l'Etat-nation. D'après Lévy, que la Ligue arabe demande de l'aide à l'ONU pour renverser Kadhafi est un fait historique d'une importance capitale. Pourtant, son engagement au nom de la communauté internationale reste flou. (...) La France a beau dire qu'elle occupe une place privilégiée en Afrique du Nord, les soulèvements démocratiques dans la région ont été autant d'humiliations pour elle. Lévy a surtout joué un grand rôle dans la manière dont la France s'est engagée dans la guerre. (...) La France a ensuite rapidement reconnu le CNT comme seul gouvernement légitime de la Libye, suivie par l'Italie et le Qatar. Ce n'était apparemment pas une sage décision. (...) Voilà un homme riche qui assure au reste du monde que la Libye compte d'innombrables démocrates, mais qui agit ensuite en secret pour s'assurer que le contrôle des milliards du pétrole libyen revienne bien à la poignée de démocrates qu'il connaît personnellement. C'est hélas, le genre de démocratie qui fait le lit des dictateurs ». (1)

Le trophée de l'Otan

Au fil des mois, l'Otan s'est illustré surtout dans la mort des civils en toute impunité, notamment les équipages français qui ont tiré les premiers pour avoir la priorité des contrats pétroliers auprès du CNT ont fait une dizaine de morts parmi les civils en juin. L'Otan promet une enquête, on est rassuré...Par ailleurs, on apprend que le « Center for Research on Globalisation », (CRG), a révélé l'usage, par l'Otan, d'uranium appauvri, en Libye. Mahdi Darius Nazemroaya, chercheur associé au centre, a dit, lors d'un entretien avec Press TV, que l'Otan a commis des crimes de guerre, en ayant recours à l'uranium appauvri. Nazemroaya, qui se trouve à Tripoli, affirme que les chasseurs-bombardiers de l'Alliance bombardent et détruisent les hôpitaux, les maisons et les hôtels.

Selon toute vraisemblance, écrit Nabila Ramdani, c'est un missile français qui aurait par accident tué neuf civils libyens, dont deux enfants, le 19 juin à Tripoli. (...) Il y a à peine plus de trois mois, Nicolas Sarkozy conviait la presse mondiale à l'Elysée pour annoncer le début de son offensive aérienne contre la Libye. Entrant fièrement par une double porte dans un des salons grandioses de l'Elysée, le président français avait déclaré aux journalistes, avec un rictus déterminé, qu'en « ce moment-même » (voix forte, torse bombé et menton levé), les as français pulvérisaient les chars et les soldats de Kadhafi sur une vague route perdue à l'ouest de Benghazi. Peut-être les Rafale qui s'acquittaient de la tâche étaient ceux-là mêmes que Sarkozy avait tenté de vendre à Kadhafi lors de sa visite d'Etat à Paris, seulement quatre ans plus tôt, mais qu'importe : l'heure était à la célébration d'une initiative martiale bleu-blanc-rouge, non au souvenir d'échecs commerciaux. A écouter Sarkozy, on aurait pu croire qu'il parlait du général Philippe Leclerc et de sa 2e DB, fer de lance de la libération de Paris en 1944. (...) Aujourd'hui, cette même presse hexagonale se fait étrangement silencieuse alors que, selon toute

hypothèse, ce serait un missile français qui aurait frappé un pâté de maisons à Tripoli, tuant au moins 9 civils, dont de jeunes enfants, et en blessant des dizaines d'autres.(2)

C'est dire que l'Otan veut sauver des civils en tuant d'autres !!! En toute impunité, car nous n'avons pas vu une résolution contre l'Otan. Pour l'histoire, cette résolution arrachée par la France et l'Angleterre s'est faite en menaçant la Chine par Arabie Saoudite interposée d'un tarissement du ravitaillement en pétrole et en promettant à la Russie la vente des bateaux de guerre.

Comment expliquer que Kadhafi tienne encore ? « Dans la plupart des pays arabes, écrit Franklin Lamb, le vendredi est un jour de colère contre le gouvernement en place, mais en Libye les prières du vendredi sont suivies par des manifestations massives pro-Kadhafi auxquelles ont participé il y a deux semaines près de 65% de la population de Tripoli. (...) Depuis le début des opérations de l'Otan (le 31 mars 2011), l'alliance a effectué 15.000 sorties, dont près de 6000 opérations de bombardement - selon les chiffres officiels du bureau de Naples de l'Otan. Les chiffres annoncés pour la journée du 9 juillet sont de 112 sorties et 48 bombardements ou attaques par missiles, ce qui correspond à la moyenne. (...) Les dirigeants russes et chinois sont de plus en plus critiques des actions de l'Otan et exigent à présent un cessez-le-feu immédiat et définitif. (...) »(3)

« Des sources de l'Otan, diplomatiques et du Congrès (US) confirment que l'administration Obama s'est lourdement trompée en pensant que le régime libyen s'effondrerait « en quelques semaines sinon en quelques jours », comme l'avait affirmé Obama au peuple américain qui devra mettre la main à la poche à la hauteur de 5000 milliards de dollars au 31 juillet pour couvrir les coûts de l'opération. L'erreur de calcul d'Obama pourrait lui coûter la présidence, si ce n'est pas la situation économique. (...) Le dimanche 10 juillet, la France semblait se ranger aux côtés des Russes et des Chinois en appelant à l'arrêt immédiat des bombardements inutiles et contre-productifs, alors que de plus en plus de pays connaissent des manifestations contre les actions de l'Otan en Libye. Le ministre de la Défense français, Gérard Longuet a déclaré à Paris qu'il était temps pour les loyalistes à Kadhafi, dont la France reconnaît que leur nombre est en croissance rapide, et les rebelles libyens de « s'asseoir à une table pour trouver un compromis » parce que, a-t-il dit, « il n'y avait pas de solution par le recours à la force ». Le ministre français de la Défense s'était à peine exprimé, en accord avec l'opinion des militaires britanniques et italiens, que le département d'Etat des Etats-Unis publiait une déclaration confirmant que « les Etats-Unis poursuivront leurs efforts en tant que membres de l'Otan pour faire respecter la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU destinée à protéger les civils libyens de toute attaque ».(3)

Amar Djerrad abonde dans le même sens et analyse le rôle des médias aux ordres et qui ont joué les bouffes, en vain. Khadafi est toujours aussi populaire. « Quelle déchéance ont atteint la plupart des médias occidentaux et leurs alliés arabes comme surtout Al Jazeera de l'émir du Qatar, Al Arabia la Saoudienne - que singent idiotement certains autres médias arabes - lorsqu'ils débitent en continu des infos ridicules qui frisent la débilité ! Après 4 mois d'intenses matraquages médiatiques, elles ont épuisé tous les sujets de mensonges. (...) Les articles, images, reportages et témoins « oculaires » de ces chaînes se sont avérés, avec le temps, qu'un tissu de mensonges, y compris les accusations de « bombardements de civils par Kadhafi » qui avaient « justifié » l'agression, comme l'affirmation des journalistes, analystes et observateurs sur les lieux. (...) La réalité est que l'Otan avec ses « révolutionnaires » de pacotille - composés de voyous, de truands, de prisonniers libérés de Benghazi et de Guantanamo, d'islamistes graciés, d'éléments de l'Aqmi, de jeunes désoeuvrés et de sots, de félons de dissidence récente, de renégats, d'opposants inconnus de dernière minute- montre des signes d'échec, voire de déroute face à un petit pays (qui n'a jamais agressé quiconque) de 7 millions d'habitants qui vivaient correctement, mieux que beaucoup de pays européens, y compris la France. (...) Faire croire que Kadhafi est trahi de tous côtés ou qu'il n'a plus de « légitimité populaire » est de la désinformation de bas niveau ».(4)

« De plus, il est difficile de faire admettre que toute la population s'était liguée contre lui et du même souffle expliquer pourquoi des centaines de milliers lui manifestent leur soutien, pourquoi il ne craint pas d'armer la population, pourquoi il se permet des tours - en cortège et en voiture découverte - dans les rues et ruelles de la capitale sous les applaudissements de milliers de citoyens dont beaucoup sont armés, pourquoi les habitants de plusieurs agglomérations ont violemment répondu par les armes aux rebelles qui avaient tenté de conquérir leur localité, pourquoi Benghazi et récemment Tobrouk, mais aussi Derna - du tueur « Gambo » que soutient l'Otan - se révoltent. (...) Cette aventure en Libye a mis à l'épreuve les règles internationales de l'ONU qui s'avèrent n'être érigées que pour mettre au pas, par la menace ou la force, les pays qui n'entrent pas dans le giron occidental - c'est-à-dire dans les fondements euro-atlantistes et mondialistes en les obligeant à adopter leurs principes politico-philosophiques - et non pour plus de justice dans le monde après l'effroi de la Seconde Guerre mondiale. (...) L'avenir proche nous le dira.(4)

L'impasse occidentale en Libye

« Pour le capitaine Martin, la guerre en Libye est en train de devenir un problème. Ce n'est pas la guerre-éclair que beaucoup attendaient. A presque quatre mois du début du soulèvement de la « coalition des volontaires », la situation sur le champ de bataille ne connaît pas de changements notables. Bien au contraire, les pays qui promouvaient l'intervention et les résolutions de l'ONU qui lui font lieu de paravent connaissent une agitation symptomatique. En France, l'amiral Pierre-François Forissier, chef d'état-major de la Marine nationale, a exprimé le 10 juin devant l'AJD (Association des journalistes de défense) de sérieuses préoccupations sur l'effet des opérations libyennes sur les ressources techniques et humaines de la marine de guerre. En Italie, le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni a invité son gouvernement à « ne plus gaspiller de l'argent en jetant des bombes ». En Grande-Bretagne, l'armée de Sa Majesté entrevoit la possibilité de ne pas poursuivre trop longtemps la mission à cause des coupes sombres faites à la défense. Les États-Unis ne sont pas en reste et le conflit libyen y provoque une certaine agitation. Le président américain a été accusé par le Congrès d'avoir violé la loi parce qu'avant de

donner le top à l'intervention en République libyenne, il aurait dû avoir l'approbation du Parlement (loi sur les pouvoirs de guerre de 1973). Pour le moment, les opérations militaires en Libye ont coûté aux Etats-Unis la bagatelle de 716 millions de dollars, et devraient atteindre le somme d'1,1 milliard de dollars fin septembre, La France n'aurait quant à elle, déboursé que 160 millions d'euros.(5)

Kadhafi reste...« dans une pièce à côté »

L'heure n'est donc plus au départ de Kadhafi qui renaît peu à peu de ses cendres, mais au dialogue pour un éventuel partage des richesses pétrolières de la Libye, au grand dam du Conseil national de transition, (branche politique de la rébellion) sacrifié sur l'autel des intérêts en plein désert. (...) La détermination de l'adversaire à aller jusqu'au bout est une donnée qu'il ne faut jamais négliger quand on veut prendre de force au nom d'une démocratie dont on n'a que faire, les richesses des autres. S'asseoir donc à la même table que celui contre qui la CPI a lancé un mandat d'arrêt international, pour finir par faire ce qu'on ne voulait pas envisager.(6)

Pour le quotidien conservateur italien, l'aventure libyenne du président français est un échec patent. Même si le Parlement a choisi de reconduire les opérations menées contre le régime Kadhafi, la façon dont elle a été menée n'a pas permis d'atteindre l'objectif fixé. « Kadhafi peut rester, dans une autre pièce de son palais, avec un autre titre. » L'auteur de cette déclaration- aussi surprenant que cela puisse paraître - Gérard Longuet, le ministre de la Défense de Nicolas Sarkozy. (...) Ainsi conclut le ministre français : « Nous avons demandé aux deux camps de se parler, parce que, selon nous, le moment est arrivé de s'asseoir autour d'une table. »(7)

Il ne faut pas pour autant croire que l'Occident a renoncé à la force en négociant. Les frappes sont toujours là et un forcing est fait pour que le CNT arrive à s'emparer de Tripoli avant le début du Ramadhan qui risque d'être problématique pour la coalition : faire la guerre pendant le Ramadhan est difficilement gérable auprès des opinions publiques. De plus, la réunion d'Istanbul du 14 juillet n'apportera pas la sérénité au peuple libyen , une fois de plus la position modérée de l'Union africaine –C'est un problème libyo-libyen, qui doit être réglé par les Libyens eux même, après un cessez le feu- est marginalisée. Le CNT a arraché une reconnaissance des participants occidentaux , notamment des Etats-Unis. Ce qui est sûr c'est que Kadhafi passera la main, par contre des jours sombres se profilent pour une Libye démolie et que l'Occident qui l'a détruite compte reconstruire avec les dollars du pétrole. De plus, la fracture intertribale est plus que jamais d'actualité. Le prochain gouvernement devra choisir entre la légitimité populaire ou l'adoubement de l'Occident, jetant une fois de plus le doute concernant la sincérité occidentale quant au vœu pour l'émergence de sociétés arabes démocrates fascinées par l'avenir. Il n'en sera rien, la démocratie ne peut et ne doit être qu'endogène et tous les satrapes qui cherchent une légitimité à la pointe des canons occidentaux n'ont aucune chance de mener leur pays à bon port.

1.Christopher Caldwell BHL, ou Tintin chez les diplomates Bookforum 30.06.2011

2.Nabila Ramdani : Silence, nos missiles tuent en Libye. The Guardian 21.06.2011

3.Franklin Lamb 2 juillet 2011 <http://www.informationclearinghouse.info/article28544.htm>

4.Amar Djerrad <http://www.legrandsoir.info/l-onu-a-l-epreuve-des-visees-euro-atlantistes-et-mondialistes-suite-a-l-agression-contre-la-libye.html>

5.Capitaine Martin. <http://www.resistance-politique.fr/article-les-ennuis-libyen...>

6.ww.come4news.com/index.php?option=com_content&task=view&id=44952&Itemid=999

7.Carlo Panella Le jour où Sarkozy a perdu en Libye Il Foglio13.07.2011

Chems Eddine CHITOUR

16-07

<http://www.legrandsoir.info/avenir-sombre-pour-la-libye-la-responsabilite-de-bhl-le-tintin-des-democrates.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19